CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L

- 1 -14-06-1985

Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

BV.

L. 16.679/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 10 avril 1985, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux cartes d'identité", et en ayant délibéré dans ses séances des 16 avril, 23 avril, 30 avril, 7 mai et 14 mai 1985, a donné le 14 mai 1985 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 10e april 1985 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de identiteitskaarten", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 16 april, 23 april, 30 april, 7 mei en 14 mei 1985, en op 14 mei 1985 het volgend advies gegeven :

Préambule.

Le projet exécutant plusieurs dispositions légales, il n'est pas nécessaire de viser au préambule l'article 67 de la Constitution. L'alinéa 1er peut donc être omis.

L'alinéa 3 (devenant l'alinéa 2) devrait être rédigé comme suit :

"Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, modifiées par les lois du 23 décembre 1970, du 26 juillet 1971, du 30 mars 1972, du 20 juillet 1979 et du 9 août 1980, et par les décrets du 30 juin 1981 et du 16 juin 1982;".

L'alinéa 5, devenant l'alinéa 4, devrait être libellé de la manière suivante :

"Vu l'arrêté royal du 1er avril 1960 réglant la tenue des registres de la population, modifié par les arrêtés royaux du 31 janvier 1975, du 16 mai 1980, du 18 mars 1981 et du 3 avril 1984;".

L'arrêté royal du 26 janvier 1967 relatif aux cartes d'identité, visé à l'alinéa 6, est abrogé par l'arrêté en projet. Conformément à l'usage, cet alinéa doit être omis.

.../...

Au considérant, il est proposé de supprimer les mots "de voyage".

Il est proposé de remplacer les alinéas 9 et 10 par les alinéas suivants :

"Vu l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique;

Vu l'avis de la Commission consultative de la protection de la vie privée;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Les articles 1er et 2 utilisent le mot "porteur" à bon escient. Aux autres articles du projet, il y a lieu, avec l'accord des délégués du Ministre, de remplacer le mot "porteur" par le mot "titulaire".

Article 2.

L'alinéa 2 est relatif aux cartes d'identité des enfants de douze ans accomplis à moins de quinze ans.

Il y a lieu de noter qu'un arrêté royal du 14 novembre 1955 portant création d'une pièce d'identité pour enfants de moins de douze ans prévoit que les enfants de moins de douze ans doivent être munis d'une pièce d'identité.

Le projet n'abroge pas cet arrêté royal du 14 novembre 1955.

Il y a toutefois lieu de modifier l'article 8 de cet arrêté, qui se réfère à l'arrêté royal du 26 janvier 1967 que le projet abroge.

Article 3.

Les dimensions mentionnées à l'alinéa 1er sont différentes de celles qui sont recommandées par le point II. 6 de l'annexe à la Résolution 77 (26) du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, visée au préambule.

L'alinéa 4 reproduit presque textuellement l'article 7 de la loi du 14 juillet 1951 autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1950 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1949 et antérieurs (Moniteur belge du 3 août 1951). Il n'est pas indiqué de reproduire une disposition législative dans un texte réglementaire. Cet alinéa doit donc être omis.

Il y a lieu de relever que la loi précitée du 14 juillet 1951 ne concernait que les frais occasionnés à l'Etat par la fourniture de cartes d'identité prévue à l'article 3 de l'arrêté du Régent du 1er mars 1950. Cette disposition légale devrait être adaptée à la fourniture des cartes d'identité prévue par le projet.

.../...

L'alinéa 8 est relatif au verso de la carte d'identité. Celui-ci est constitué d'une vignette autocollante apposée par l'administration communale et dont les rubriques sont complétées par elle.

On notera, parmi les mentions facultatives inscrites à la demande du titulaire, le numéro d'identification au registre national des personnes physiques.

Dans son premier avis du 12 septembre 1984, la Commission consultative de la protection de la vie privée s'est opposée à l'inscription obligatoire du numéro d'identification, notamment dans une zone à lecture optique. Reprenant à son compte les observations de la Commission française de l'informatique et des libertés, la Commission a refusé la banalisation d'un identifiant qui pourrait devenir une clé d'accès à différents fichiers informatisés. Elle a souligné également que cette inscription obligatoire n'était pas en relation nécessaire avec la finalité de la carte d'identité qui est d'établir l'identité de son titulaire. Cette observation pose la question de la limite assignée par l'article 67 de la Constitution aux pouvoirs du Roi, au titre de l'exécution de la loi du 2 juin 1856. Il est exact, en effet, que le Roi ne tire pas de la loi du 2 juin 1856 le pouvoir d'imposer la mention de ce numéro d'identification sur les cartes d'identité (1).

.../...

---

(1) Voir à cet égard l'arrêt de la Cour de cassation du 18 novembre 1924 (Pas. 1925 - I - 25).

Dans son avis du 9 décembre 1984, la Commission ne s'est plus opposée à l'inscription du numéro d'identification sur la carte d'identité. En effet, selon le projet, le numéro n'est plus inscrit dans une zone à lecture optique et n'est inscrit sur la carte qu'à la demande du citoyen. Selon les délégués du Ministre, cette demande fera l'objet d'un formulaire particulier. La Commission a insisté pour que les citoyens soient clairement informés des conséquences de cette inscription. L'article 11, alinéa 2, du projet, revu par le Gouvernement dans le sens proposé par la Commission, ne permet l'utilisation du numéro d'identification que par les autorités et organismes qui y sont autorisés, conformément à l'article 8 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques.

Il est à noter que la possibilité d'inscrire le numéro d'identification sur la carte d'identité a été évoquée au cours des travaux préparatoires de la loi du 8 août 1983, en commission du Sénat, par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,et en commission de la Chambre,par le Ministre de l'Intérieur (1).

L'inscription du numéro d'identification sur la carte d'identité, dès lors qu'elle est facultative, ne fait pas problème au regard de la loi du 2 juin 1856. Elle n'a que le caractère d'un renseignement utile, au même titre que le groupe sanguin ou le numéro de compte de pension.

Il convient enfin de relever que les inscriptions obligatoires prévues au recto de la carte et l'inscription obligatoire des nom et prénoms du conjoint prévue au verso, constituent des éléments d'identification admissibles en tant que mesures d'exécution de la loi du 2 juin 1856 ou indispensables au contrôle de validité de la carte.

.../...

---

(1) Sénat - 296 (1981-1982) - n° 2, p. 6 (Rapport)
Chambre - 513 (1982-1983) - n° 6, p. 6 (Rapport).

L'article 8 du projet complète l'article 3. Cette disposition devrait être insérée dans l'article 3.

+

Compte tenu de ces observations, le texte suivant est proposé :

"Article 3.-

§ 1er. La carte d'identité a la forme d'un rectangle de ... de longueur et de ... de largeur.

Elle est établie sur un papier spécial de teinte blanche comportant des impressions de sécurité de plusieurs couleurs et recouvert de matière plastique.

§ 2. La carte d'identité est fournie aux administrations communales par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. Le modèle en est annexé au présent arrêté.

§ 3. L'entreprise chargée de la fabrication et de l'impression des cartes d'identité, sous la responsabilité du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, établit, en vue de l'élaboration de la carte d'identité, un document de base dont le modèle est annexé au présent arrêté.

Ce document porte un numéro d'ordre de douze chiffres composé suivant les directives du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et comprenant : un nombre de trois chiffres identifiant la commune, un numéro de série de sept chiffres et un numéro de contrôle de deux chiffres. Le document porte également les dates du début et de la fin de la période de validité de la carte d'identité.

.../...

Le document porte, en outre, les mentions suivantes : le nom, les prénoms, la nationalité, le sexe, la date et le lieu de naissance, la résidence principale du titulaire lors de sa première inscription dans les registres de la population de la commune de la délivrance de la carte. Ces mentions sont vérifiées par l'officier de l'état civil ou son délégué.

L'officier de l'état civil ou son délégué signe le document et y appose la photographie du titulaire. Le format de la photographie est de 35 mm x 45 mm.

Le document est signé par le titulaire.

Le document de base est reproduit sur la carte d'identité dont il constitue le recto.

§ 4. Une étiquette autocollante, dont le modèle est annexé au présent arrêté, est apposée, par les soins des communes qui en complètent les rubriques, au dos de la carte d'identité, dont elle constitue le verso.

Le sceau communal est apposé dans le coin (inférieur) droit (1).

.../...

---

(1) L'article 3, alinéa 8, fait mention du coin supérieur droit. Le spécimen qui a été communiqué au Conseil d'Etat porte toutefois l'apposition du sceau communal dans le coin inférieur droit.

L'étiquette autocollante porte les mentions suivantes :

- les mentions imposées par les lois et règlements particuliers;

- la résidence principale du titulaire dans la commune de délivrance de la carte, s'il a changé de résidence depuis sa première inscription dans les registres;

- les nom et prénom du conjoint.

Si le titulaire en fait la demande par écrit, les mentions suivantes sont également inscrites sur l'étiquette autocollante :

- le numéro d'identification du titulaire au registre national des personnes physiques;

- les nom et prénom de son conjoint décédé ou de son ancien conjoint;

- son groupe sanguin;

- son numéro de compte de pension.

§ 5. La carte d'identité ne peut porter d'autres informations que celles mentionnées aux paragraphes 3 et 4. Celles-ci doivent être directement lisibles à l'oeil nu.

Le numéro d'ordre de la carte d'identité ne peut comporter de données sur la personne du titulaire ni de références à de telles données".

.../...

Article 4.

Les paragraphes ler et 2 sont relatifs à la langue dans laquelle doivent être rédigées les mentions qui sont portées sur la carte d'identité. Ces paragraphes, qui reproduisent presque textuellement l'article 4, §§ ler et 2, de l'arrêté royal du 26 janvier 1967 relatif aux cartes d'identité, sont conformes aux dispositions des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, relatives à la langue que doivent employer les services locaux pour la rédaction des certificats qu'ils délivrent aux particuliers.

Le paragraphe 3 est rédigé comme suit :

"Les titres des rubriques au recto de la carte sont imprimés :

1° en ce qui concerne le nom de l'Etat et les mots "carte d'identité", dans la langue de la délivrance de la carte suivie des deux autres langues nationales et de l'anglais;

2° en ce qui concerne les autres rubriques, dans la langue de la délivrance de la carte suivie de l'anglais".

Seront donc rédigées en quatre langues les mentions "Belgique" et "carte d'identité" et en deux langues (celle de la délivrance de la carte et l'anglais), les titres de rubriques suivants : première inscription dans les registres de la population de la commune de délivrance de la carte, nom - prénoms - nationalité - sexe - date et lieu de naissance - dates d'émission et de péremption de la carte - signatures de l'autorité et du titulaire.

.../...

Il y a lieu de noter que ces textes ne devront pas être rédigés par les autorités locales. Ils seront portés sur les cartes qui seront fournies à celles-ci par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. Aucune disposition des lois coordonnées relatives à l'emploi des langues en matière administrative ne prévoit que des textes dans une langue étrangère peuvent ou doivent figurer sur certains certificats, et notamment sur les cartes d'identité. Faut-il nécessairement en conclure, comme l'a fait, dans son avis du 21 mars 1985, la Commission permanente de contrôle linguistique, que l'article 4, § 3, du projet viole la loi en tant qu'il prescrit, outre l'usage de la langue légalement imposée, l'impression des mots "Belgique" et "carte d'identité", ainsi que des titres de rubriques dans une autre langue ?

Le préambule du projet vise la résolution 77 (26) du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe relative à l'établissement et à l'harmonisation des cartes nationales d'identité. Cette résolution adoptée par le Comité des Ministres le 28 septembre 1977, prévoit notamment que "les titres des rubriques figurant sur la carte nationale d'identité doivent être établis dans la ou, le cas échéant, l'une au moins des langues officielles de l'Etat de délivrance et, pour autant que son droit interne le permette, dans l'une au moins des langues officielles du Conseil de l'Europe". Ces langues officielles sont le français et l'anglais (article 12 du statut du Conseil de l'Europe, approuvé par la loi du 11 février 1950)

Le préambule vise aussi l'Accord européen sur le régime de la circulation des personnes entre les pays membres du Conseil de l'Europe, et Annexe, signés à Paris, le 13 décembre 1957. Aux termes de l'article 1,1. de cet Accord "les ressortissants des parties contractantes, quel que soit le pays de leur résidence, peuvent entrer sur le territoire des autres parties et en sortir par toutes les

frontières sous le couvert de l'un des documents énumérés à l'Annexe au présent Accord, qui fait partie intégrante de celui-ci". Parmi les documents énumérés à l'Annexe, figure notamment pour la Belgique la "carte d'identité officielle".

Pour se conformer à la résolution du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, c'est-à-dire rédiger les titres des rubriques de la carte d'identité dans l'une des langues officielles du Conseil de l'Europe, le Gouvernement doit-il attendre une modification de la législation relative à l'emploi des langues en matière administrative ?

Cette législation a pour objet essentiel de régler l'emploi par les autorités administratives des trois langues nationales en déterminant quelle est la langue ou quelles sont les langues qui doivent être employées dans chaque région linguistique, ou pour les affaires qui sont localisées ou localisables dans chacune de ces régions et en établissant, pour certaines communes, un régime spécial. En principe, cette législation, qui règle de façon impérative l'emploi des langues nationales, ne règle pas l'emploi, par l'administration, de langues étrangères (1). Il résulte d'ailleurs de l'article 23 de la Constitution que c'est pour régler l'emploi des langues usitées en Belgique, pour les actes de l'autorité publique et pour les affaires judiciaires, qu'une loi est nécessaire.

---------- .../...

(1) A l'exception cependant de l'article 11, § 3, des lois coordonnées qui permet aux communes des centres touristiques de rédiger dans des langues étrangères des avis et communications destinés aux touristes. Mais, il ne peut être soutenu que cette disposition règle de façon exhaustive l'emploi, par les administrations, de langues étrangères.

La législation ne réglant pas l'emploi par l'administration de langues étrangères, le Roi n'excède pas ses pouvoirs en prévoyant l'emploi d'une telle langue lorsque cet emploi est justifié par la nature de l'acte et notamment lorsque celui-ci doit produire des effets à l'égard d'autorités étrangères, à condition toutefois que cette langue ne soit pas substituée à la langue nationale imposée par la loi.

En l'espèce, les mentions en langue étrangère prévues par le projet constituent uniquement une traduction partielle de la carte d'identité. Cette traduction est justifiée, parce que la carte d'identité n'est pas seulement destinée à être produite à l'intérieur du pays mais constitue un titre qui permet aux Belges d'établir leur identité et leur nationalité auprès d'autorités ou de ressortissants d'un Etat étranger qui ne connaissent pas nécessairement et ne sont pas tenus de connaître celle de nos langues nationales dans laquelle la carte d'identité est établie.

Il convient de relever, en outre, que le service communal chargé de délivrer la carte d'identité ne sera pas tenu d'employer une langue étrangère que ses fonctionnaires n'ont pas l'obligation de connaître. Les mentions que ce service rédigera lui-même seront faites dans celle des langues nationales qui est imposée par la loi, ces mentions étant apposées sur un document fourni par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et qui contient la traduction en langue étrangère de certaines rubriques.

Se fondant sur les considérations qui précèdent, le Conseil d'Etat est d'avis que l'usage limité d'une langue officielle du Conseil de l'Europe, prévu par l'article 4, § 3, 1° et 2°, ne nécessite pas une modification préalable de la législation relative à l'emploi des langues en matière administrative.

.../...

Il estime cependant que le projet n'est pas conforme à ces lois dans la mesure où le paragraphe 3, 1°, prescrit que le nom de l'Etat et les mots "carte d'identité" seront imprimés "dans la langue de la délivrance de la carte suivie des deux autres langues nationales". La langue de la délivrance étant celle dans laquelle, selon la loi, la carte d'identité doit être établie, le projet méconnaît la loi, en imposant, bien que dans une mesure très limitée, l'emploi des deux autres langues nationales en tant que telles.

+

Le paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. Les textes imprimés sont établis et les inscriptions sont faites :

1° en français lorsque la commune de délivrance est située dans la région de langue française telle qu'elle est déterminée par l'article 4 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966;

2° en néerlandais lorsque la commune de délivrance est située dans la région de langue néerlandaise telle qu'elle est déterminée par l'article 3, § 1er, des mêmes lois coordonnées".

La rédaction suivante est proposée pour le paragraphe 2 :

"§ 2. Les textes imprimés sont établis et les inscriptions sont faites, au choix de l'intéressé :

.../...

A. en français ou en néerlandais :

... (la suite comme aux 1°, 2° et 3° du projet, en remplaçant toutefois au 1° du texte néerlandais le mot "gemeente" par le mot "gemeenten" et aux 2° et 3° les mots "des mêmes lois" par les mots "des mêmes lois coordonnées"

B. en français ou en allemand :

1° dans les communes de la région de langue allemande;

2° dans les communes visées à l'article 8, 2°, des mêmes lois coordonnées.

L'intéressé exprime son choix dans une déclaration écrite".

Article 5.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 5.-

La carte d'identité délivrée aux citoyens âgés de plus de vingt-deux ans, est valable pendant dix ans.

La carte d'identité délivrée aux citoyens âgés de douze ans à vingt-deux ans accomplis, est valable pendant cinq ans".

.../...

Article 6.

Au paragraphe 1er, 1°, les mots "du présent arrêté" doivent être omis.

A la fin du 3° de ce même paragraphe, il y a lieu d'écrire :

"... une carte dans la langue choisie par l'intéressé;".

Au 5° du même paragraphe, il conviendrait d'écrire :

"5° lorsque la carte est détériorée;".

Au début du paragraphe 2, il est proposé de remplacer les mots "Dans chacun de ces cas," par les mots "Dans les cas visés au paragraphe 1er,".

Il est proposé d'écrire, à la fin du paragraphe 3, "... en vue de faire inscrire la nouvelle adresse sur l'étiquette autocollante".

Le projet ne prévoit plus, comme le faisait l'article 6, § 1er, 1°, de l'arrêté royal précité du 26 janvier 1967, le renouvellement de la carte d'identité à l'occasion de tout changement dans l'état civil du titulaire. Or, le nom du conjoint est, en vertu de l'article 3, alinéa 8, du projet, une des mentions qui doit obligatoirement figurer au verso de la carte sur l'étiquette autocollante. Il conviendrait donc de prévoir que le titulaire doit se présenter à l'administration communale pour modifier la rubrique relative au conjoint, en cas de mariage ou de dissolution du mariage.

La rédaction suivante est proposée pour le paragraphe 4 :

"§ 4. Dans le cas visé au paragraphe 1er, 2°, le titulaire est tenu de présenter sa carte d'identité à l'administration communale de sa nouvelle résidence dans les quinze jours qui suivent la déclaration de changement de résidence faite à l'administration de la commune de départ, en vertu de l'article 7 de l'arrêté royal du 1er avril 1960 réglant la tenue des registres de population".

Article 7.

Dans le texte néerlandais, il vaudrait mieux écrire : "Iedere houder" au lieu de "Ieder houder". La même remarque vaut pour l'article 13, § 1er, du projet.

Article 8.

En raison de l'observation faite sous l'article 3, l'article 8 doit être omis.

Article 9 (devenant l'article 8).

En raison de la proposition faite pour l'article 3, § 5, le paragraphe 1er peut être omis.

Au paragraphe 2 (devenant l'alinéa unique), il est proposé de remplacer les mots "le préposé de l'administration communale" par les mots "l'officier de l'état civil ou son délégué".

Article 10 (devenant l'article 9).

Ce texte accorde au Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et à certains de ses fonctionnaires, l'accès aux informations énumérées à l'article 3, alinéa 1er, 1° à 5°, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques "pour les opérations relatives à l'attribution et au remplacement des cartes d'identité".

.../...

Le texte en projet met en oeuvre l'article 5, alinéa 1er, de la loi du 8 août 1983 :

> "Le Roi autorise l'accès au Registre national aux autorités publiques, aux organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, aux notaires et huissiers de justice, pour les informations qu'ils sont habilités à connaître en vertu d'une loi ou d'un décret".

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique peut être considéré comme habilité à connaître les informations nécessaires à la production des cartes d'identité, en vertu de la loi du 2 juin 1856 sur les recensements généraux et les registres de la population. Il n'est plus contesté depuis l'arrêt de la Cour de cassation du 18 novembre 1924 (Pas. 1925, I p. 25) que les pouvoirs conférés au Roi par l'article 67 de la Constitution, Lui permettent au titre de l'exécution de l'article 4 de la loi du 2 juin 1856, de prendre toutes mesures relatives à la tenue et au contrôle, par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, des registres de la population, d'instituer la carte d'identité considérée par la Cour de cassation, comme se rattachant "intimement au but de l'organisation des registres de la population". Le Roi peut, notamment, réglementer l'attribution et le remplacement des cartes d'identité, en ce compris leur impression, de manière à écarter les risques de falsification et d'altération. Il peut confier au Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique la maitrîse et la responsabilité de ces opérations.

La carte d'identité vaut certificat d'inscription au registre de la population. Elle doit, pour être efficace, porter les renseignements nécessaires à l'identification du titulaire. Les informations énumérées à l'article 3, alinéa 1er, 1° à 5°, de la loi du 8 août 1983 présentent ce caractère de nécessité.

Il semble que le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique devrait avoir accès non seulement aux informations visées à l'article 3, alinéa ler, 1° à 5°, de la loi du 8 août 1983, mais aussi aux modifications apportées à ces informations, qui sont visées à l'alinéa 2 du même article.

Il est proposé de rédiger la fin de l'article de la manière suivante :

"... ont accès, pour les opérations relatives à l'attribution et au remplacement des cartes d'identité, aux informations énumérées à l'article 3, alinéa ler, 1° à 5°, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, ainsi qu'aux modifications successives apportées à ces informations".

Article 11 (devenant l'article 10).

L'alinéa 2 n'étant pas le complément de l'alinéa ler, il est suggéré de faire deux paragraphes de ces deux alinéas.

L'alinéa ler du projet autorise le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et certains de ses fonctionnaires à utiliser le numéro d'identification du registre national "à des fins de gestion interne".

Aux termes de l'article 8 de la loi précitée du 8 août 1983, le Roi ne peut accorder une telle autorisation que "dans les limites et aux fins qu'Il détermine".

Il est dès lors proposé de remplacer les mots "à des fins de gestion interne" par les mots "pour la constitution et la tenue du fichier visé à l'article 12" (ex. 13).

Il est suggéré de rédiger le début de l'alinéa 2 (devenant le paragraphe 2) comme suit :

.../...

"§ 2. Lorsque, avec l'accord du titulaire, le numéro d'identification visé au paragraphe 1er a été inscrit au verso de la carte d'identité, seuls ... (la suite comme à l'alinéa 2 du projet)".

Article 12 (devenant l'article 11).

Cet article prévoit que certaines informations provenant du registre national des personnes physiques et notamment le numéro d'identification "peuvent être communiqués à la société anonyme de droit belge IDOC, ... chargée de la fabrication des cartes d'identité sous le contrôle du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique ...". L'article prévoit, en outre, que cette communication "est autorisée sous contrôle d'un comité de sécurité et de déontologie" dont il fixe les compétences.

+

Le projet détermine le modèle de la nouvelle carte d'identité qui sera fournie aux administrations communales par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique (article 3). Pour exécuter l'arrêté en projet, le Ministre doit donc conclure avec une entreprise un marché de fournitures selon un des modes prévus par la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services. La conclusion par l'Etat d'un marché de fournitures implique le choix d'un mode déterminé de passation de ce marché, la désignation du fournisseur suivant le mode de passation choisi et, enfin, l'établissement d'une convention avec lui. La désignation nominative du fournisseur dans l'arrêté réglementaire précisant l'objet à fournir ne permet pas de suivre cette procédure. Elle anticipe sur une décision qui devrait s'insérer dans l'une des procédures

prévues par la loi précitée du 14 juillet 1976 et rend dès lors l'application de celle-ci impossible. La désignation du fournisseur selon une procédure d'adjudication,d'appel d'offres ou de gré à gré est une décision individuelle qui ne saurait être inscrite dans un acte réglementaire qui a une portée générale. Les mentions relatives à la société anonyme IDOC devraient donc être omises.

L'autorisation qui sera éventuellement donnée à l'entreprise qui sera chargée de la fabrication des cartes d'identité d'obtenir communication de certaines informations provenant du registre national, devra faire l'objet d'un arrêté royal distinct désignant nominativement cette entreprise conformément à l'article 5 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques.

+

Les dispositions relatives au comité de sécurité et de déontologie sont ambiguës. Le projet ne contient aucune règle relative à la composition de ce comité et ne désigne pas l'autorité qui en nommera les membres.

On peut croire que ce comité est un organisme que le Roi crée pour contrôler l'utilisation, par l'entreprise chargée de la fabrication des cartes d'identité, de renseignements ayant un caractère confidentiel. Mais dans cette hypothèse, on n'aperçoit pas sur quelle base légale pourrait se fonder le pouvoir reconnu par le projet à ce comité de s'immiscer dans la gestion de cette entreprise notamment en lui refusant "une éventuelle production commerciale ultérieure de cartes à haute sécurité".

.../...

On peut aussi se demander si ce comité n'est pas un organe de la société anonyme IDOC. En effet, l'article 20 des statuts de cette société prévoit que "le conseil d'administration institue dans le mois de la constitution de la société un comité pour la sécurité et la déontologie dont il définit les compétences". S'il en était bien ainsi, les dispositions du projet relatives à ce comité seraient liées à celles qui concernent la fabrication des cartes d'identité par la société anonyme IDOC.

+

La rédaction suivante est proposée :

"Article 11.-

La fabrication des cartes d'identité est confiée à une entreprise qui effectue ce travail sous le contrôle du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique".

Ce texte devrait éventuellement être complété par une disposition instituant un comité, fixant sa composition en garantissant son indépendance vis-à-vis de l'entreprise et déterminant ses missions, notamment celle de surveiller l'utilisation par l'entreprise des informations de caractère confidentiel qui lui sont communiquées.

Article 13 (devenant l'article 12).

Le début du paragraphe 2 devrait être libellé comme suit :

.../...

"§ 2. Les administrations communales, par l'intermédiaire du registre national et de l'entreprise chargée de la fabrication des cartes d'identité, transmettent ... (la suite comme au paragraphe 2 du projet)".

Article 14 (devenant l'article 13).

Au début du paragraphe 1er, il y aurait lieu d'écrire : "Les données du fichier visé à l'article 12 (ex 13) sont accessibles ...".

A l'alinéa 2 du même paragraphe 1er, il convient de remplacer les mots "l'alinéa précédent" par les mots "l'alinéa 1er".

Le paragraphe 2 en projet a pour objet de permettre au Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique de communiquer les informations contenues dans le fichier des cartes d'identité à d'autres administrations ou organismes.

Sur base de la loi précitée du 2 juin 1856, on peut admettre que le Roi confie au ministre le contrôle général des opérations d'attribution et de renouvellement des cartes d'identité. On peut admettre également que les autorités communales qui ont en charge la gestion des registres de la population et les autorités de police qui sont habilitées à effectuer des contrôles d'identité aient accès au fichier des cartes d'identité du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique. Dans la mesure où la disposition en projet a pour objet de permettre la communication des renseignements contenus dans le fichier à des organismes ou à des administrations qui ne sont pas habilités à contrôler l'identité des personnes physiques,

.../...

en vertu de lois ou de règlements particuliers, elle excède les pouvoirs que le Roi peut mettre en oeuvre, en vertu de l'article 67 de la Constitution, pour l'exécution de la loi précitée du 2 juin 1856.

Cette disposition devrait donc, soit être omise, soit voir son champ d'application limité en fonction de l'observation qui précède.

Article 15 (devenant l'article 14).

A l'alinéa 1er, il convient d'écrire "... aux articles 1er, 3, § 3, 6, 7 et 8 sont punies ..." en lieu et place des mots "aux articles 1er, 6, 7, 8 et 9 du présent arrêté sont punies ...".

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 2 :

"L'alinéa 1er n'est pas applicable aux personnes n'ayant pas atteint l'âge de dix-huit ans accomplis".

Article 16 (devenant l'article 15).

Cet article prévoit que l'arrêté royal du 26 janvier 1967 relatif aux cartes d'identité restera en vigueur jusqu'au renouvellement complet des cartes d'identité.

Cette disposition lie la date d'abrogation de l'arrêté royal du 26 janvier 1967 à une circonstance de fait difficilement contrôlable et maintient en vigueur l'arrêté antérieur pour une période au cours de laquelle le nouvel arrêté sera déjà lui-même entré en vigueur.

.../...

La rédaction suivante est proposée :

"Article 15.-

L'arrêté royal du 26 janvier 1967 relatif aux cartes d'identité, modifié par l'arrêté royal du 30 juin 1981, reste en vigueur à l'égard des titulaires d'une carte d'identité conforme à cet arrêté jusqu'au renouvellement complet des cartes d'identité. Cette date est constatée par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique dans un arrêté publié au Moniteur belge".

+

Le texte définitif des annexes n'a pas été communiqué au Conseil d'Etat.

AANHEF.

Aangezien het ontwerp verscheidene wetsbepalingen uitvoert is het niet nodig in de aanhef te verwijzen naar artikel 67 van de Grondwet. Het eerste lid kan bijgevolg vervallen.

Het derde lid (dat het tweede lid wordt) zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, gewijzigd bij de wetten van 23 december 1970, 26 juli 1971, 30 maart 1972, 20 juli 1979 en 9 augustus 1980, en bij de decreten van 30 juni 1981 en 16 juni 1982;".

Het vijfde lid, dat het vierde lid wordt, zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 1 april 1960 betreffende het houden van de bevolkingsregisters, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 januari 1975, 16 mei 1980, 18 maart 1981 en 3 april 1984;".

Het koninklijk besluit van 26 januari 1967 betreffende de identiteitskaarten, waarnaar het zesde lid verwijst, wordt door het ontworpen besluit opgeheven. Het is niet gebruikelijk te verwijzen naar een besluit dat wordt opgeheven; het zesde lid van de aanhef moet dan ook vervallen.

Voorgesteld wordt in de considerans het woord "reisdocument" te vervangen door het woord "document".

.../...

Voorgesteld wordt het negende en het tiende lid te vervangen door de volgende leden :

"Gelet op het advies van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht;

Gelet op het advies van de Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

In de Franse tekst van de artikelen 1 en 2 wordt wel bewust het woord "porteur" gebruikt. In de andere artikelen van het ontwerp vervange men - de gemachtigden van de Minister zijn het daarmee eens - het woord "porteur" door het woord "titulaire".

Artikel 2.

Het tweede lid heeft betrekking op de identiteitskaarten van de kinderen die volle twaalf jaar en minder dan vijftien jaar oud zijn.

.../...

Er dient te worden opgemerkt dat een koninklijk besluit van 14 november 1955 tot instelling van een identiteitsbewijs voor kinderen beneden 12 jaar, bepaalt dat "kinderen beneden 12 jaar (...) van een identiteitsbewijs voorzien (moeten) zijn".

Het ontwerp heft dat koninklijk besluit van 14 november 1955 niet op.

Artikel 8 van dat besluit, hetwelk verwijst naar het koninklijk besluit van 26 januari 1967 dat door het ontwerp wordt opgeheven, dient dan wel te worden gewijzigd.

Artikel 3.

De in het eerste lid vermelde afmetingen zijn verschillend van die welke aanbevolen worden in punt II.6 van de bijlage bij Resolutie 77 (26) van het Ministercomité van de Raad van Europa, waarnaar in de aanhef wordt verwezen.

Het vierde lid is de nagenoeg woordelijke herhaling van artikel 7 van de wet van 14 juli 1951 houdende machtiging tot regularisatiën, verhoging en vermindering van sommige voor het dienstjaar 1950 uitgetrokken kredieten, zomede toekenning van bijkredieten voor de uitgaven met betrekking tot 1949 en de vorige dienstjaren (Belgisch Staatsblad van 3 augustus 1951). Het past niet een wetsbepaling over te nemen in een verordeningstekst. Dat lid moet bijgevolg vervallen.

.../...

Er moet op gewezen worden dat de eerdervermelde wet van 14 juli 1951 alleen betrekking had op de kosten die de in artikel 3 van het besluit van de Regent van 1 maart 1950 voorgeschreven aflevering van identiteitskaarten voor de Staat teweegbrengt. Die wetsbepaling zou moeten worden aangepast aan de aflevering van de identiteitskaarten, zoals die door het ontwerp wordt voorgeschreven.

Het achtste lid heeft betrekking op de achterzijde van de identiteitskaart. Daarop wordt een zelfklevend etiket aangebracht door het gemeentebestuur, dat de rubrieken ervan invult.

Onder de facultatieve vermeldingen die op verzoek van de houder worden aangebracht, zij gewezen op het identificatienummer bij het rijksregister van de natuurlijke personen.

In haar eerste advies van 12 september 1984 heeft de Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer zich verzet tegen de verplichte vermelding van het identificatienummer, met name in een zone voor optische lezing. De commissie maakte de opmerkingen van de Franse "Commission de l'informatique et des libertés" tot de hare en weigerde de algemene verspreiding van een identificatienummer dat toegang zou kunnen verlenen tot verschillende computerbestanden. Zij heeft eveneens beklemtoont dat die verplichte vermelding geen noodzakelijk verband hield met het wezenlijk doel van de identiteitskaart, namelijk de identiteit van de houder bewijzen. Die opmerking doet de vraag rijzen waar artikel 67 van de Grondwet de grens van 's Konings bevoegdheden legt ten aanzien van de uitvoering van de wet van 2 juni 1856. Het is immers juist dat de Koning aan de wet van 2 juni 1856 niet de bevoegdheid ontleent om de vermelding van dat identificatienummer op de identiteitskaarten op te leggen (1).

.../...

(1) Zie in dat verband het arrest van het Hof van Cassatie van 18 november 1924 (Pas. 1925, I, 25).

In haar advies van 9 december 1984 heeft de Commissie zich niet meer verzet tegen de vermelding van het identificatienummer op de identiteitskaart. Volgens het ontwerp wordt het nummer immers niet meer vermeld in een zone voor optische lezing en wordt het enkel op verzoek van de burger op de kaart aangebracht. Volgens de gemachtigden van de Minister moet dat verzoek op een bijzonder formulier geschieden. De Commissie heeft erop aangedrongen dat de burgers duidelijk op de hoogte zouden worden gebracht van de gevolgen van die vermelding. Volgens artikel 11, tweede lid, van het ontwerp, dat door de Regering is herzien in de door de Commissie voorgestelde zin, mag het identificatienummer enkel gebruikt worden door de overheden en instellingen die daartoe gemachtigd zijn krachtens artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Er dient te worden opgemerkt dat de mogelijke vermelding van het identificatienummer op de identiteitskaart tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 8 augustus 1983 ter sprake gebracht is door de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt, in de commissie van de Senaat, en door de Minister van Binnenlandse Zaken, in de commissie van de Kamer (1).

Nu de vermelding van het identificatienummer op de identiteitskaart facultatief is, levert ze geen probleem op ten aanzien van de wet van 2 juni 1856. Die vermelding is alleen maar een nuttige inlichting, net zoals de bloedgroep of het nummer van de pensioenrekening.

.../...

(1) Senaat - 296 (1981-1982) - nr. 2, blz. 6 (Verslag).
Kamer - 513 (1982-1983) - nr. 6, blz. 6 (Verslag).

Tenslotte moet erop gewezen worden dat de verplichte vermeldingen op de voorzijde van de kaart en de verplichte vermelding van de naam en de voornamen van de echtgenoot op de achterzijde, identificatiegegevens zijn die aanvaarbaar zijn in zoverre ze uitvoeringsmaatregelen zijn van de wet van 2 juni 1856 of die onontbeerlijk zijn om de geldigheid van de kaart te controleren.

Artikel 8 van het ontwerp vult artikel 3 aan. Die bepaling zou ingevoegd moeten worden in artikel 3.

+

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 3.-

§ 1. De identiteitskaart heeft de vorm van een rechthoek die ... lang bij ... breed is.

Zij is gemaakt van wit getint speciaal papier dat voorzien is van meerkleurige veiligheidsopdrukken en overtrokken is met een laagje plastiek.

§ 2. De identiteitskaart wordt aan de gemeentebesturen verstrekt door de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt. Het model ervan is bij dit besluit gevoegd.

§ 3. De onderneming die, onder de verantwoordelijkheid van de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, belast is met de aanmaak en met het drukken van de identiteitskaarten, stelt, met het oog op het opmaken van de identiteitskaart, een basisdocument op waarvan het model bij dit besluit is gevoegd.

.../...

Op dat document komt een volgnummer van twaalf cijfers voor, dat samengesteld is volgens de richtlijnen van de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en dat een getal van drie cijfers voor de identificatie van de gemeente, een reeksnummer van zeven cijfers en een controlenummer van twee cijfers omvat. Het document vermeldt eveneens de begin- en de einddatum van de geldigheidsperiode van de identiteitskaart.

Op het document staan bovendien de volgende vermeldingen : de naam, de voornamen, de nationaliteit, het geslacht, de geboortedatum en de geboorteplaats, het hoofdverblijf van de houder bij zijn eerste inschrijving in de bevolkingsregisters van de gemeente waar de kaart is afgegeven. Die vermeldingen worden onderzocht door de ambtenaar van de burgerlijke stand of zijn gemachtigde.

De ambtenaar van de burgerlijke stand of zijn gemachtigde ondertekent het document en brengt de foto van de houder erop aan. Het formaat van de foto is 35 mm x 45 mm.

Het document wordt ondertekend door de houder.

Het basisdocument wordt gereproduceerd op de identiteitskaart en maakt de voorzijde ervan uit.

§ 4. Een zelfklevend etiket, waarvan het model bij dit besluit is gevoegd, wordt door toedoen van de gemeenten die de rubrieken ervan invullen, aangebracht op de rug van de identiteitskaart, waarvan het de achterzijde vormt.

Het gemeentezegel wordt aangebracht in de rechter(beneden)hoek (1).

.../...

(1) Artikel 3, achtste lid, maakt melding van de rechterbovenhoek. Op het aan de Raad van State voorgelegde specimen is het gemeentezegel evenwel aangebracht in de rechterbenedenhoek.

Het zelfklevend etiket bevat de volgende vermeldingen :

- de vermeldingen opgelegd door de bijzondere wetten en verordeningen;

- het hoofdverblijf van de houder in de gemeente waar de kaart afgegeven is, indien hij sedert zijn eerste inschrijving in de registers een ander verblijf heeft gekozen.

- de naam en de voornaam van de echtgenoot.

Indien de houder er schriftelijk om verzoekt, worden de volgende vermeldingen eveneens opgenomen op het zelfklevend etiket :

- het identificatienummer van de houder in het Rijksregister van de natuurlijke personen;

- de naam en de voornaam van zijn overleden echtgenoot of van zijn gewezen echtgenoot;

- zijn bloedgroep;

- het nummer van zijn pensioenrekening.

§ 5. De identiteitskaart mag geen andere inlichtingen bevatten dan die welke vermeld zijn in de paragrafen 3 en 4. Die inlichtingen moeten rechtstreeks met het blote oog leesbaar zijn.

Het volgnummer van de identitieitskaart mag geen gegevens over de persoon van de houder, noch verwijzingen naar zulke gegevens bevatten".

.../...

Artikel 4.

De paragrafen 1 en 2 hebben betrekking op de taal waarin de vermeldingen die op de identiteitskaart voorkomen, gesteld moeten worden. Die paragrafen, welke artikel 4, §§ 1 en 2, van het koninklijk besluit van 26 januari 1967 betreffende de identiteitskaarten, bijna woordelijk herhalen,zijn in overeenstemming met de bepalingen van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, die betrekking hebben op de taal welke de plaatselijke diensten moeten gebruiken voor het opstellen van de aan de particulieren uit te reiken getuigschriften.

Paragraaf 3 luidt als volgt :

"De titels van de rubrieken aan de voorzijde van de kaart zijn gedrukt :

1° wat de naam van de Staat en het woord "identiteitskaart" betreft, in de taal waarin de kaart gesteld is bij de afgifte, gevolgd door de twee andere nationale talen en het Engels;

2° wat de andere rubrieken betreft in de taal waarin de kaart gesteld is bij afgifte en het Engels".

De vermeldingen "België" en "identiteitskaart" zullen dus in vier talen worden gesteld en de opschriften van de volgende rubrieken : eerste inschrijving in de bevolkingsregisters van de gemeente waar de kaart afgegeven is - naam - voornamen - nationaliteit - geslacht - geboorteplaats en -datum - uitgifte- en vervaldatum van de kaart - handtekening van de overheid en van de houder, in twee talen (de taal waarin de kaart wordt uitgereikt en het Engels).

.../...

Er dient te worden opgemerkt dat die teksten niet door de plaatselijke overheden opgesteld zullen moeten worden. Zij zullen aangebracht worden op de kaarten die de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt aan die overheden zal bezorgen. Geen enkele bepaling van de gecoördineerde wetten op het gebruikt van de talen in bestuurszaken stelt dat teksten in een vreemde taal mogen of moeten voorkomen op sommige getuigschriften, en meer bepaald op de identiteitskaarten. Moet men daar noodzakelijkerwijs uit opmaken - zoals de Vaste Commissie voor Taaltoezicht heeft gedaan in haar advies van 21 maart 1985 - dat artikel 4, § 3, van het ontwerp de wet schendt in zoverre het voor het drukken van de woorden "België" en "identiteitskaart", alsook van de opschriften van de rubrieken, naast het gebruik van de wettelijk opgelegde taal, ook het gebruik van een andere taal voorschrijft ?

De aanhef van het ontwerp verwijst naar de resolutie 77 (26) van het Ministercomité van de Raad van Europa betreffende de invoering en de harmonisatie van de nationale identiteitskaarten. Die resolutie, door het Ministercomité aangenomen op 28 september 1977, bepaalt onder meer dat "les titres des rubriques figurant sur la carte nationale d'identité doivent être établis dans la ou, le cas échéant, l'une au moins des langues officielles de l'Etat de délivrance et, pour autant que son droit interne le permette, dans l'une au moins des langues officielles du Conseil de l'Europe". Die officiële talen zijn het Frans en het Engels (artikel 12 van het statuut van de Raad van Europa, goedgekeurd bij de wet van 11 februari 1950).

.../...

De aanhef verwijst ook naar het Europees akkoord betreffende het stelsel inzake het personenverkeer tussen de Lidstaten van de Raad van Europa en bijlage, ondertekend op 13 december 1957, te Parijs. Artikel 1, 1. van dat akkoord luidt als volgt : "De onderhorigen van de Verdragsluitende Partijen kunnen, welk ook het land van hun verblijf weze, het grondgebied van de andere Partijen binnenkomen of verlaten langs alle grenzen, mits voorlegging van een der documenten opgesomd in de bij het onderhavige Akkoord gevoegde Bijlage, die een integrerend deel hiervan uitmaakt". Bij de in de Bijlage opgesomde stukken komt voor België onder meer de "officiële identiteitskaart" voor.

Moet de Regering wachten op een wijziging van de wetgeving op het gebruik van de talen in bestuurszaken, om zich te voegen naar de resolutie van het Ministercomité van de Raad van Europa, met andere woorden om de opschriften van de rubrieken van de identiteitskaart in één van de officiële talen van de Raad van Europa te stellen ?

Het wezenlijk doel van die wetgeving bestaat erin het gebruik van de drie landstalen door de administratieve overheden te regelen, door te bepalen welke taal of welke talen gebruikt moeten worden in elk taalgebied of voor de zaken die in elk van die gebieden gelocaliseerd of localiseerbaar zijn, en door voor bepaalde gemeenten een bijzondere regeling vast te stellen. Die wetgeving regelt wel op dwingende wijze het gebruik van de landstalen, maar regelt in beginsel niet het gebruik van vreemde talen door het bestuur (1). Uit artikel 23 van de Grondwet volgt trouwens

.../...

---

(1) Met uitzondering evenwel van artikel 11, § 3, van de gecoördineerde wetten, dat de gemeenten van de toeristische centra toestaat berichten en mededelingen die voor de toeristen bestemd zijn in vreemde talen vast te stellen. Maar men kan niet beweren dat die bepaling het gebruik van vreemde talen door de overheden volledig regelt.

dat de eis dat er een wet moet zijn, geldt om voor handelingen van het openbaar gezag en voor gerechtszaken, het gebruik te regelen van de in België gesproken talen.

Aangezien de wetgeving het gebruik van vreemde talen door het bestuur niet regelt, overschrijdt de Koning zijn bevoegdheden niet door het gebruik van een vreemde taal voor te schrijven, wanneer dat gebruik gewettigd is door de aard van de handeling en meer bepaald wanneer die handeling gevolgen moet hebben ten opzichte van vreemde overheden, op voorwaarde evenwel dat die taal niet in de plaats komt van de door de wet opgelegde landstaal.

In het onderhavige geval geven de door het ontwerp voorgeschreven vermeldingen in een vreemde taal enkel een gedeeltelijke vertaling van de identiteitskaart. Die vertaling is verantwoord omdat de identiteitskaart niet alleen dient om in het binnenland te worden overgelegd maar een titel uitmaakt waardoor de Belgen hun identiteit en hun nationaliteit kunnen bewijzen ten overstaan van overheden of onderdanen van een vreemde Staat die niet noodzakelijk die ene landstaal kennen waarin de identiteitskaart is opgemaakt, en die ook niet hoeven te kennen.

Ook moge er worden op gewezen dat de gemeentedienst die de identiteitskaart moet uitreiken niet gehouden zal zijn een vreemde taal te gebruiken welke de ambtenaren van die dienst niet verplicht zijn te kennen. De vermeldingen welke die dienst zelf zal aanbrengen zullen worden gesteld in de wettelijk voorgeschreven landstaal; ze worden aangebracht op een document dat door de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt wordt verstrekt en dat de vertaling van bepaalde rubrieken in een vreemde taal bevat.

.../...

Op grond van de bovenstaande overwegingen, is de Raad van State de mening toegedaan dat het beperkte gebruik van een officiële taal van de Raad van Europa, zoals bepaald in artikel 4, § 3, 1° en 2°, geen voorafgaande wijziging van de wetgeving op het gebruik van de talen in bestuurszaken vereist.

Hij is evenwel van oordeel dat het ontwerp met die wetten niet in overeenstemming is in zover paragraaf 3, 1°, voorschrijft dat de naam van de Staat en het woord "identiteitskaart" gedrukt moeten worden "in de taal waarin de kaart gesteld is bij de afgifte, gevolgd door de twee andere nationale talen". Aangezien de taal van de afgifte die is waarin, volgens de wet, de identiteitskaart gesteld moet worden, miskent het ontwerp de wet doordat het, hoewel in een zeer beperkte mate, het gebruik van de twee andere landstalen als zodanig oplegt.

+

Paragraaf 1 zou beter als volgt geredigeerd worden :

"§ 1. De gedrukte teksten worden gesteld en de vermeldingen worden aangebracht :

1° in het Frans, wanneer de gemeente die de kaart afgeeft gelegen is in het Franse taalgebied, zoals dat bepaald is bij artikel 4 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966;

.../...

2° in het Nederlands, wanneer de gemeente die de kaart afgeeft gelegen is in het Nederlandse taalgebied, zoals dat bepaald is bij artikel 3, § 1, van dezelfde gecoördineerde wetten".

De volgende redactie wordt voorgesteld voor paragraaf 2 :

"§ 2. De gedrukte teksten worden gesteld en de vermeldingen worden aangebracht, naar keuze van de betrokkene :

A. in het Nederlands of in het Frans :

... (voorts zoals in 1°, 2° en 3° van het ontwerp, maar in 1° schrijve men "gemeenten" in plaats van "gemeente", en in 2° en 3° vervange men de woorden "van dezelfde wetten" door de woorden "van dezelfde gecoördineerde wetten");

B. in het Frans of in het Duits :

1° in de gemeenten van het Duitse taalgebied;

2° in de gemeenten opgesomd in artikel 8, 2°, van dezelfde gecoördineerde wetten.

De betrokkene geeft zijn keuze te kennen in een schriftelijke verklaring".

.../...

Artikel 5.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 5.-

De identiteitskaart die wordt afgegeven aan de burgers van meer dan tweeëntwintig jaar is tien jaar geldig.

De identiteitskaart die wordt afgegeven aan de burgers van twaalf jaar tot volle tweeëntwintig jaar oud, is vijf jaar geldig".

Artikel 6.

In paragraaf 1, 1°, moeten de woorden "van dit besluit" vervallen.

Aan het einde van 3° van dezelfde paragraaf schrijve men :

"... gemachtigd is om een kaart in de door de betrokkene gekozen taal af te geven;".

In 5° van dezelfde paragraaf zou men moeten schrijven :

"5° wanneer de kaart beschadigd is;".

Vooraan in paragraaf 2 vervange men de woorden "In elk van die gevallen" door de woorden "In de gevallen bedoeld in paragraaf 1,".

Voorgesteld wordt aan het einde van paragraaf 3 te schrijven : "... om het nieuwe adres op het zelfklevende etiket te laten aanbrengen".

Het ontwerp bepaalt niet meer, zoals artikel 6, § 1, 1°, van het voormelde koninklijk besluit van 26 januari 1967 deed, dat de identiteitskaart vernieuwd wordt bij elke wijziging in de burgerlijke staat van de houder. Nu is de naam van de echtgenoot krachtens artikel 3, achtste lid, van het ontwerp, een van de vermeldingen die op de achterzijde van de kaart op het zelfklevende etiket dient voor te komen. Er zou dus moeten worden bepaald dat de houder in geval van huwelijk of ontbinding van het huwelijk zich bij het gemeentebestuur dient aan te melden om de rubriek betreffende de echtgenoot te laten wijzigen.

Er wordt voorgesteld paragraaf 4 als volgt te redigeren :

"§ 4. In het geval bedoeld in paragraaf 1, 2°, is de houder verplicht zijn identiteitskaart aan het gemeentebestuur van zijn nieuwe verblijfplaats over te leggen binnen vijftien dagen volgend op de aangifte van verblijfsverandering, die krachtens artikel 7 van het koninklijk besluit van 1 april 1960 betreffende het houden van de bevolkingsregisters is gedaan bij het bestuur van de gemeente die hij heeft verlaten".

.../...

Artikel 7.

Het zou beter zijn te schrijven : "Iedere houder" in plaats van "Ieder houder". Deze opmerking geldt ook voor artikel 13, § 1 van het ontwerp.

Artikel 8.

Wegens de bij artikel 3 gemaakte opmerking moet artikel 8 vervallen.

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt)

Wegens het voor artikel 3, § 5, gedane voorstel kan paragraaf 1 vervallen.

Voorgesteld wordt in paragraaf 2 (die het enige lid wordt) de woorden "de aangestelde van het gemeentebestuur" te vervangen door de woorden "de ambtenaar van de burgerlijke stand of zijn gemachtigde".

.../...

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt).

Deze tekst verleent aan de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en aan sommige van zijn ambtenaren, toegang tot de informatiegegevens die opgesomd zijn in artikel 3, eerste lid, 1° tot 5°, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, "voor de verrichtingen betreffende de toekenning en de vervanging van de identiteitskaarten".

De ontworpen tekst geeft uitvoering aan artikel 5, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 :

> "De Koning verleent toegang tot het Rijksregister aan de openbare overheden, de instellingen van openbaar nut bedoeld bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, de notarissen en gerechtsdeurwaarders, voor de informatie die zij krachtens een wet of een decreet bevoegd zijn te kennen".

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt kan krachtens de wet van 2 juni 1856 op de algemene volkstellingen en de bevolkingsregisters geacht worden bevoegd te zijn om kennis te nemen van de informatiegegevens die nodig zijn voor het produceren van de identiteitskaarten. Sedert het arrest van het Hof van Cassatie van 18 november 1924 (Pas. 1925, I, blz. 25) wordt niet meer betwist dat de Koning, op grond van de Hem bij artikel 67 van de Grondwet verleende bevoegdheden, als uitvoering van artikel 4 van de wet van 2 juni 1856 alle maatregelen kan nemen betreffende het houden van en het toezicht, door de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, op de bevolkingsregisters, en om de identiteitskaart in te voeren

.../...

ten aanzien waarvan het Hof van Cassatie oordeelt "(qu'elle se rattache) intimement au but de l'organisation des registres de la population". De Koning kan onder meer het toekennen en het vervangen van de identiteitskaarten regelen, met inbegrip van het drukken ervan, zodat de gevaren voor "vervalsing en verandering geweerd worden. Hij kan de macht over en de verantwoordelijkheid voor deze verrichtingen opdragen aan de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt.

De identiteitskaart geldt als bewijs van inschrijving in het bevolkingsregister. Om doeltreffend te zijn, moet zij de gegevens bevatten die noodzakelijk zijn voor de identificatie van de houder. De informatiegegevens die opgesomd zijn in artikel 3, eerste lid, 1° tot 5°, van de wet van 8 augustus 1983 zijn zulke noodzakelijke gegevens.

Het laat zich aanzien dat de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt niet alleen tot de in artikel 3, eerste lid, 1° tot 5°, van de wet van 8 augustus 1983 bedoelde informatiegegevens toegang zou moeten hebben, maar ook tot de in die informatiegegevens aangebrachte wijzigingen, die bedoeld zijn in het tweede lid van hetzelfde artikel.

Voorgesteld wordt het slot van het artikel als volgt te redigeren :

"... hebben toegang, wat de verrichtingen betreffende de toekenning en de vervanging van de identiteitskaarten betreft, tot de informatiegegevens opgesomd in artikel 3, eerste lid, 1° tot 5°, van de wet van 8 augustus 1983 tot

regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, alsook tot de achtereenvolgende wijzigingen welke in die informatiegegevens worden aangebracht".

Artikel 11 (dat artikel 10 wordt).

Aangezien het tweede lid niet direct aansluit op het eerste lid, wordt voorgesteld van die twee leden twee paragrafen te maken.

Het eerste lid van het ontwerp machtigt de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en sommige van zijn ambtenaren om het identificatienummer van het Rijksregister te gebruiken "voor inwendig beheer".

Naar luid van artikel 8 van de eerdervermelde wet van 8 augustus 1983 vermag de Koning een zodanige machtiging slechts "binnen de grenzen en voor de doeleinden door Hem bepaald" te verlenen.

Derhalve wordt voorgesteld de woorden "voor inwendig beheer" te vervangen door de woorden "voor het aanleggen en het bijhouden van het in artikel 12 (ex 13) bedoelde bestand".

Er wordt in overweging gegeven het tweede lid (dat paragraaf 2 wordt) als volgt te stellen :

"§ 2. Wanneer het in paragraaf 1 bedoelde identificatienummer met toestemming van de houder op de achter-

.../...

zijde van de identiteitskaart is vermeld, mag daarvan alleen gebruik worden gemaakt door de openbare overheden en de instellingen die daartoe gemachtigd zijn krachtens artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen".

Artikel 12 (dat artikel 11 wordt).

Dit artikel bepaalt dat sommige informaties die uit het Rijksregister van de natuurlijke personen afkomstig zijn, bepaaldelijk het identificatienummer "mogen worden medegedeeld aan de naamloze vennootschap naar Belgisch recht IDOC, ... die belast is met de aanmaak van de identiteitskaarten onder toezicht van de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt ...". Het artikel bepaalt bovendien dat deze mededeling "toegelaten (is) onder toezicht van een Comité voor veiligheid en deontologie", waarvan het de bevoegdheden vaststelt.

+

Het ontwerp bepaalt het model van de nieuwe identiteitskaart die door de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt aan de gemeentebesturen zal worden verstrekt (artikel 3). Om het ontworpen besluit uit te voeren, moet de Minister dus een opdracht voor aanneming van leveringen aan een onderneming gunnen volgens een van de wijzen bepaald in de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten. Het gunnen door de Staat van een opdracht voor aanneming van

.../...

leveringen impliceert het kiezen van een bepaalde wijze van gunning, het aanwijzen van een leverancier volgens de gekozen wijze van gunning en ten slotte het opstellen van een overeenkomst met die leverancier. De nominatieve aanwijzing van de leverancier in het verordeningsbesluit dat bepaalt waarop de levering betrekking heeft, maakt het niet mogelijk deze procedure te volgen. Zij loopt vooruit op een beslissing die deel zou moeten uitmaken van een van de bij de voormelde wet van 14 juli 1976 voorgeschreven procedures en maakt bijgevolg de toepassing van deze wet onmogelijk. De aanwijzing van de leverancier volgens een procedure van aanbesteding, ingevolge offerteaanvraag of volgens een onderhandse procedure, is een individuele beslissing die niet opgenomen kan worden in een reglementaire akte met een algemene strekking. De vermeldingen betreffende de naamloze vennootschap IDOC zouden dus moeten vervallen.

De machtiging om zich bepaalde informatiegegevens uit het Rijksregister te laten verschaffen, welke machtiging eventueel verleend zal worden aan de onderneming die belast zal zijn met de aanmaak van de identiteitskaarten, dient geregeld te worden in een afzonderlijk koninklijk besluit waarin die onderneming overeenkomstig artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, nominatim wordt aangewezen.

+

De bepalingen aangaande het Comité voor veiligheid en deontologie zijn dubbelzinnig. Het ontwerp bevat geen enkel voorschrift in verband met de samenstelling van dat comité en wijst de overheid die de leden ervan zal benoemen niet aan.

.../...

Men mag aannemen dat dit comité een door de Koning opgerichte instelling is die moet toezien op het gebruik dat de met de aanmaak van de identiteitskaarten belaste onderneming maakt van vertrouwelijke inlichtingen. Het is dan echter niet duidelijk wat de rechtsgrond zou kunnen zijn van de door het ontwerp aan dat comité toegekende bevoegdheid om zich met het beheer van die onderneming te bemoeien, onder meer door haar "een eventuele latere produktie op commerciële basis van andere documenten van hoge veiligheid" te ontzeggen.

Men kan zich ook afvragen of dat comité geen orgaan is van de naamloze vennootschap IDOC. Artikel 20 van de statuten van die vennootschap bepaalt immers : "de raad van beheer richt binnen de maand van de oprichting van de vennootschap een comité voor veiligheid en deontologie op, waarvan hij de bevoegdheden bepaalt". Als dit wel degelijk het geval was, zouden de bepalingen van het ontwerp betreffende dit comité samenhangen met die welke betrekking hebben op de aanmaak van de identiteitskaarten door de naamloze vennootschap IDOC.

+

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 11.-

De aanmaak van de identiteitskaarten wordt opgedragen aan een onderneming die dit werk uitvoert onder het toezicht van de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt".

.../...

Deze tekst zou eventueel moeten worden aangevuld met een bepaling die een comité instelt, de samenstelling ervan bepaalt, de onafhankelijkheid ervan ten opzichte van de onderneming waarborgt en de taken ervan omschrijft, inzonderheid die welke erin bestaat toe te zien op het gebruik dat de onderneming maakt van de vertrouwelijke informatie die haar wordt verschaft.

Artikel 13 (dat artikel 12 wordt).

Het begin van paragraaf 2 zou als volgt moeten worden geformuleerd :

"§ 2. De gemeentebesturen zenden door bemiddeling van het Rijksregister en van de met de aanmaak van de identiteitskaarten belaste onderneming, aan het Ministerie van Binnenlandse Zaken ... (voorts zoals in paragraaf 2 van het ontwerp)".

Artikel 14 (dat artikel 13 wordt).

Paragraaf 1 zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"§ 1. De gegevens van het in artikel 12 (ex 13) bedoelde bestand zijn toegankelijk voor de gemeentelijke bevolkingsdiensten. De gemeentelijke politie en de veld-

.../...

politie, de rijkswacht en de gerechtelijke politie kunnen eveneens toegang hebben tot die gegevens, uitgezonderd tot het identificatienummer van de burger bij het Rijksregister van de natuurlijke personen".

In het tweede lid van dezelfde paragraaf 1 behoren de woorden "bedoeld in het vorige lid gebeurt" vervangen te worden door de woorden "bedoeld in het eerste lid geschiedt".

De ontworpen paragraaf 2 heeft tot doel de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt in staat te stellen om de in het identiteitskaartenbestand vervatte informatiegegevens ter kennis te brengen van andere besturen of instellingen.

Op grond van de eerdervermelde wet van 2 juni 1856 mag worden aangenomen dat de Koning het algemene toezicht op de verrichtingen inzake de toekenning en de vernieuwing van de identiteitskaarten aan de minister opdraagt. Men mag eveneens aannemen dat de gemeenteoverheden die belast zijn met het beheer van de bevolkingsregisters en de politieautoriteiten die bevoegd zijn voor het verrichten van identiteitscontroles, toegang hebben tot het identiteitskaartenbestand van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt. In zoverre de ontworpen bepaling tot doel heeft het mogelijk te maken dat de in het bestand vervatte inlichtingen ter kennis worden gebracht van instellingen of besturen die niet krachtens bijzondere wetten of verordeningen bevoegd zijn om de identiteit van natuurlijke personen te controleren, overschrijdt zij de bevoegdheid die de Koning krachtens artikel 67 van de Grond-

wet met het oog op de uitvoering van de voormelde wet van 2 juni 1856 vermag aan te wenden.

Deze bepaling zou dus ofwel moeten vervallen ofwel een beperktere werkingssfeer moeten krijgen overeenkomstig de voorgaande opmerking.

Artikel 15 (dat artikel 14 wordt).

In het eerste lid behoort te worden geschreven : "... worden de overtredingen van de artikelen 1, 3, § 3, 6, 7 en 8 gestraft ..." in plaats van "... worden de inbreuken op de artikelen 1, 6, 7, 8 en 9 van dit besluit gestraft ...".

De volgende redactie wordt voorgesteld voor het tweede lid :

"Het eerste lid is niet van toepassing op de personen die niet de volle leeftijd van achttien jaar hebben bereikt".

Artikel 16 (dat artikel 15 wordt).

Dit artikel bepaalt dat het koninklijk besluit van 26 januari 1967 betreffende de identiteitskaarten van kracht blijft tot de algehele vernieuwing van de identiteitskaarten.

.../...

Deze bepaling koppelt de datum van opheffing van het koninklijk besluit van 26 januari 1967 aan een moeilijk te controleren feitelijke omstandigheid en houdt het vroegere besluit in stand gedurende een periode waarin het nieuwe besluit zelf reeds in werking zal zijn getreden.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 15.-

Het koninklijk besluit van 26 januari 1967 betreffende de identiteitskaarten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 juni 1981, blijft ten aanzien van de houders van een identiteitskaart als bedoeld in dat besluit van kracht totdat de identiteitskaarten volledig vernieuwd zijn. Deze datum wordt door de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt in een in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt besluit vastgesteld".

+

De definitieve tekst van de bijlagen is aan de Raad van State niet meegedeeld.

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANWELKENHUYZEN.

Le rapport a été présenté par Mme M.-L. THOMAS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. J. LIGOT.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANWELKENHUYZEN.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. M.-L. THOMAS, auditeur.